

Appel d'un collectif d'avocats pour la paix en Syrie

RÉSEAU VOLTAIRE | 3 MARS 2013



Voici bientôt deux ans que les pouvoirs publics et les médias occidentaux dirigent un concert d'accusations contre le Chef légal et légitime de l'État syrien, contre son gouvernement et contre l'armée de son pays. Ils cherchent ainsi à faire passer la victime pour le coupable, comme ils l'ont fait en Libye, comme il l'avaient fait précédemment pour d'autres États libres et indépendants. Car des bandes armées illégales, plus ou moins organisées, venues pour certaines de l'étranger, sèment la terreur en Syrie. Quoi de plus normal, pour le régime légal d'un pays, que de combattre une rébellion avec sa police et son armée ? Au regard des principes élémentaires du droit public, seuls garants d'une paix relative entre les nations, ceux qui sont à la tête d'un État n'ont-ils pas précisément pour premier devoir de protéger leur population des agressions intérieures et extérieures ? Le maintien de l'ordre n'est-il pas la première mission de l'État ? Que feraient les gouvernements de nos pays, si une partie de leur population prenaient les armes pour combattre leur gouvernement légitime avec l'aide de pays et de mercenaires étrangers ? Ne feraient-ils pas intervenir leur police et leur armée ? Et démissionneraient-ils

sans rien dire comme ils le demandent au gouvernement légitime syrien ?

En vérité la Syrie n'est pas seulement victime d'une agression armée, mais également, de manière évidemment concertée, sur la scène internationale, d'une vaste opération de propagande médiatique d'agitation, de désinformation systématique (certaines images sur la prétendue répression de l'armée régulière n'étant même pas prises en Syrie) et de provocation. Le but de cette propagande est, au mépris le plus éclatant du droit international, d'encourager l'insurrection, de nourrir une guerre civile, de dénier, par la diabolisation, toute légitimité au pouvoir légal, et de se poser en juge et en bourreau.

Car ce sont bien les mêmes États, leurs serviteurs et leurs alliés (comme les régimes de l'Arabie Saoudite et du Qatar, monarchies absolutistes, sanguinaires et intolérants pour leurs propres populations autochtones), qui d'un côté se posent en Juges du gouvernement syrien et de l'armée régulière syrienne, et qui de l'autre encouragent, financent et arment les mercenaires, souvent étrangers, qui se livrent aux destructions et aux violences contre la population civile et contre lesquels lutte l'armée régulière syrienne. Les vrais criminels sont ainsi ces gouvernements occidentaux et leurs fantoches d'Arabie Saoudite et du Qatar. Ils ont déclenché, entretiennent et perpétuent cette guerre fratricide. Sans leur intervention et leur aide aux groupes rebelles et mercenaires il y a longtemps que l'ordre aurait été rétabli en Syrie et que les médias occidentaux ne pourraient plus se livrer à leur propagande et à son macabre décompte quotidien.

Les pouvoirs occidentaux ont profité des vents de révolte qui soufflaient dans certains pays musulmans pour provoquer une rébellion armée dans d'autres pays dont les dirigeants avaient le seul tort de leur déplaire politiquement pour n'être pas leurs obligés. Ces gouvernements occidentaux, avec certains médias serviles, entendent profiter des situations conflictuelles et difficiles qu'ils ont générées, pour dénoncer les pouvoirs légitimes de ces pays, les discréditer et finalement les combattre militairement. Ils n'hésitent pas pour cela à utiliser le mensonge et la

désinformation, rendant systématiquement les pouvoirs en place et leur armée responsables d'exactions commises par les agresseurs extérieurs eux-mêmes.

Ignorants, lâches ou sans scrupules, participent de cette propagande insidieuse, en Europe, au Moyen-Orient et ailleurs, sous la bienveillante attention des Etats-Unis, des politiciens, des journalistes, des intellectuels, des juristes, tous croyant pouvoir impunément parler au nom du bon droit et du combat du Bien contre le Mal, avec l'arrogante certitude de l'unanimité.

Certitude erronée. Les signataires de la présente, avocats de différentes nationalités, ne prétendent pas s'immiscer dans les affaires intérieures syriennes, mais entendent exprimer, au nom de la seule raison et de l'honneur de l'esprit humain, leur honte et leur réprobation de tels procédés. Nous apportons notre soutien au gouvernement syrien dans sa juste lutte contre l'agression intérieure et extérieure dont il est victime. Nous dénonçons toutes les aides et soutiens extérieurs à ces vauriens, semeurs de troubles et de morts que l'Occident nous présente comme « armée syrienne libre ». Nous nous engageons à tout mettre en œuvre pour aider le gouvernement Syrien à défendre la légitimité de son autorité et à faire la vérité sur cette vaste agression dont la seule victime est son peuple dont, comme il l'a fait précédemment en Irak, en Afghanistan, en Lybie, l'impérialisme occidental ose dénoncer la souffrance alors que c'est lui qui en est la cause.

Liste des signataires

À ce jour l'appel a été signé par 10 avocats de 4 pays occidentaux.

Bruno BARDECHE, avocat au Barreau de Paris,
André CHAMY, avocat au Barreau de Mulhouse,
Fabrice DELINDE, avocat au Barreau des Hauts de Seine,
Eric DELCROIX, ancien avocat au Barreau de Paris,
Pascal JUNOD, avocat au Barreau de Genève,
Henri LAQUAY, avocat au Barreau de Bruxelles,
Philippe MISSAMOU, avocat au Barreau des Hauts de Seine,
Bernard RIPERT, avocat au Barreau de Grenoble,
Stefano SUTTI, avocat au Barreau de Milan,
Damien VIGUIER, avocat au Barreau de l'Ain.

✉ [Contact](#)

